

Groupe Crédit du Nord



**Actualisation
du Document
de Référence 2015**
(rapport financier semestriel
au 30 juin 2016 inclus)

Banque
Courtois



Banque
Kolb



Banque
Laydernier



Banque
Nuger



Banque
Rhône-Alpes



Banque
Tarneaud



Société
Marseillaise de Crédit



Crédit
du Nord



SOMMAIRE

1	Responsable du Document de Référence	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
	1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2016	6
	2. Assemblée Générale du 19 mai 2016	7
	3. Comité des risques	8
4	Structure du Groupe	9
5	Etats financiers consolidés au 30 juin 2016	11
	1. Chiffres clés au 30 juin 2016	11
	2. Rapport de gestion	13
	3. Etats financiers consolidés	26
	Bilan consolidé	26
	Compte de résultat consolidé	28
	Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	29
	Evolution des capitaux propres	30
	Tableau des flux de trésorerie	32
	4. Notes annexes aux états financiers consolidés	33
	5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	55
6	Ratio de solvabilité Informations au titre du Pilier 3	56
7	Tables de concordance	58
	1. Table de concordance de l'actualisation	58
	2. Table de concordance du rapport financier semestriel	61

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable :

Philippe AYMERICH, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable du document :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2015 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 7 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence 2015 et de la présente actualisation A-01.

Les informations financières historiques présentées dans le Document de Référence 2015 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 137 à 138 et 202 à 204 du Document de Référence 2015, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2013 et 2014, respectivement en pages 133 à 134 et 191 à 192 du Document de Référence 2013 et en pages 139 à 140 et 202 à 203 du Document de Référence 2014.

Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes consolidés annuels 2013, 2014 et 2015 contiennent chacun une observation.

Paris, le 26 août 2016

Le Directeur Général,
Philippe AYMERICH



2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Représenté par Vincent ROTY

Adresse : 1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société PICARLE et Associés
Représenté par Marc CHARLES

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par José-Luis GARCIA

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société BEAS
Représenté par Mireille BERTHELOT

3

Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2016

Conseil d'Administration	Date 1 ^{re} nomination ⁽¹⁾	Echéance du mandat Assemblée Générale de mai ⁽⁴⁾
Président du Conseil d'Administration		
Bernardo SANCHEZ INCERA	28 mai 2014 (Administrateur) 31 octobre 2014 (Président)	2018
Administrateurs		
Didier ALIX	7 janvier 2010	2020
Philippe AYMERICH ⁽²⁾	11 janvier 2012	2019
Sophie-Ségolène BENHAMOU	28 mai 2014	2018
Véronique CHAUFFERT-YVART	19 mai 2016	2020
Thierry DIGOUTTE ⁽³⁾	26 juillet 2013	2018
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2019
Anne MARION-BOUCHACOURT	16 mai 2013	2017
Mehdi MADJI ⁽³⁾	13 novembre 2015	2018
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2019
Anne PERRIN	19 mai 2016	2020
Annie PRIGENT ⁽³⁾	4 décembre 2012	2018
Jean-François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2017
Patrick SUET	3 mai 2001	2019

⁽¹⁾ Durée d'un mandat : 4 ans (à l'exception des administrateurs représentant les salariés dont le mandat est de 3 ans).

⁽²⁾ Directeur Général.

⁽³⁾ Administrateur salarié.

⁽⁴⁾ À l'exception des administrateurs représentant les salariés qui sont élus.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois depuis le début de l'année 2016 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement. Le Conseil d'Administration du Crédit du Nord, réuni le 28 juillet 2016, a examiné les comptes semestriels consolidés résumés.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 19 mai 2016.

Comité Exécutif

Philippe AYMERICH, Directeur Général,
Philippe AMESTOY, Directeur Général Délégué
Yves BLAVET, Directeur des Ressources,
Philippe CALMELS, Directeur des Ressources Humaines,
Stéphane LABAT SAINT VINCENT, Secrétaire Général,
Clara LEVY-BAROUCHE, Directeur Financier,
François ORAIN, Directeur de la Direction des Entreprises,
Pierre SOUVRAS, Directeur des Risques,

Eric I'HOTE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 19 mai 2016

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 19 mai 2016 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Tous les actionnaires étaient présents ou représentés, totalisant ainsi 111 282 906 actions. Le quorum légalement exigé pour une Assemblée Générale Ordinaire étant réuni, l'Assemblée, régulièrement constituée, a pu se tenir.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées :

- les comptes consolidés et individuels 2015 ont été approuvés ;
- le mandat de M Didier ALIX a été renouvelé pour une durée de quatre ans ;
- deux administratrices indépendantes ont été nommées : Mme Véronique CHAUFFERT-YVART et Mme Anne PERRIN.

Par ailleurs, le mandat de M. Séverin CABANNES qui arrivait à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 19 mai, n'a pas été reconduit.

Résolutions soumises au vote :

10 résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

- 1- Approbation des comptes consolidés,
- 2- Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
- 3- Affectation du résultat,
- 4- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- 5- Avis consultatif sur la rémunération versée en 2015 aux personnes visées à l'article L. 511-71 du Code Monétaire et Financier,
- 6 - Renouvellement du mandat d'un administrateur,
- 7 et 8- Nomination de deux administratrices
- 9- Ajustement de l'enveloppe de jetons de présence
- 10- Pouvoirs.

Avec la nomination des deux administratrices indépendantes lors de la dernière assemblée, le Crédit du Nord compte désormais 5 femmes à son conseil dont une représentant les salariés, sur un total de 14 membres.

3. Comité des risques

Le Comité des Risques du Crédit du Nord est composé de trois membres :

- Monsieur Didier ALIX, son Président,
- Madame Sophie-Ségolène BENHAMOU et,
- Monsieur Patrick SUET.

Le Comité des Risques se réunit deux fois par an. Sur le premier semestre 2016, il a tenu séance le 7 avril 2016. Quatre sujets, mis à l'ordre du jour, ont été examinés et débattus en réunion :

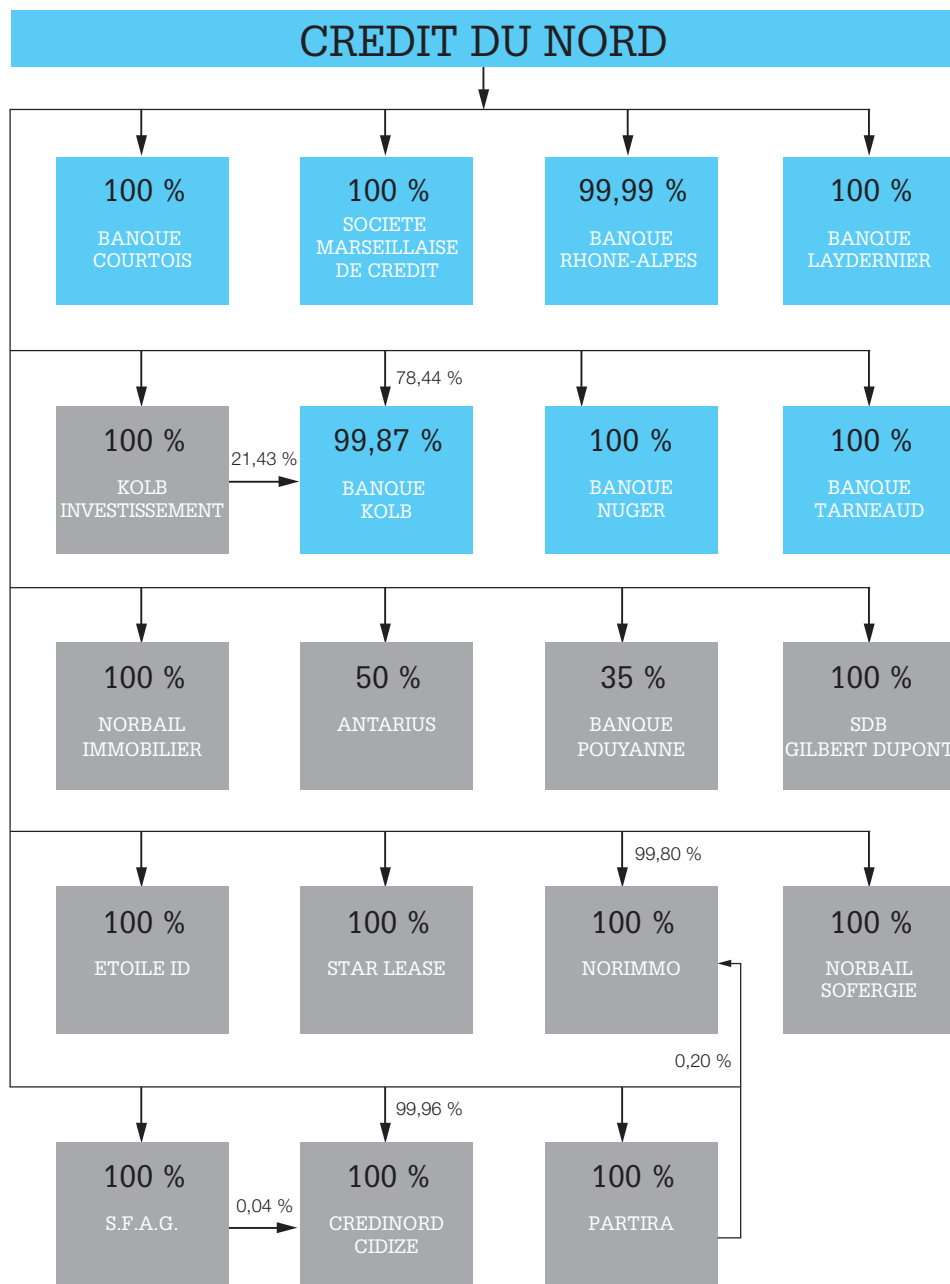
- 1- Prise en compte des risques dans la politique de fixation des prix
- 2- Synthèse des travaux du contrôle périodique
- 3- Risques de contrepartie et opérationnels
- 4- Relations avec les autorités de tutelle

La prochaine réunion du Comité est prévue le 28 septembre 2016.

4

Structure du Groupe

Le schéma ci-dessous présente les liens entre les principales entités du Groupe Crédit du Nord. Les participations directes y sont mentionnées ainsi que le pourcentage de contrôle du Groupe sur l'entité concernée.



5

Etats financiers consolidés au 30 juin 2016

1. Chiffres clés au 30 juin 2016

Groupe : données consolidées

Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016 IAS/IFRS	31/12/2015 IAS/IFRS	Variation % 2016/2015 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	40 039,2	36 871,9	+8,6
Crédits clientèle	38 976,0	38 064,4	+2,4
Capitaux propres (yc résultat en formation)	2 920,4	2 943,0	-0,8
Encours créances douteuses (montant brut)	2 738,4	2 739,7	-0,0
Dépréciations sur créances individualisées	-1 426,7	-1 420,2	+0,5
TOTAL DU BILAN	62 295,7	59 251,0	+5,1
ACTIFS GÉRÉS (HORS BILAN)	26 316,5	26 203,7	+0,4

Résultats

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Produit Net Bancaire	1 098,7	982,8	+11,8
Résultat Brut d'Exploitation	492,6	378,0	+30,3
Résultat courant avant impôt	446,1	308,6	+44,6
Bénéfice net (part du Groupe)	327,8	197,4	+66,1

Ratios

(en %)	30/06/2016	30/06/2015
Coût du risque / Encours de crédits	0,28 %	0,43 %
Common Equity Tier 1 - CET 1 non phasé / Full Bâle 3	9,3 %	9,1 %
Solvabilité - Full Bâle 3	11,7 %	11,9 %

Notations

		30/06/2016	31/12/2015
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A	A
Fitch	CT	F1	F1
	LT	A	A
	Intrinsèque ⁽¹⁾	bbb +	bbb +

(1) La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2016

Une croissance mondiale atone, fragilisée par des risques politiques croissants sur les pays développés

Après un début d'année chahuté, les marchés financiers et de matières premières ont bénéficié d'une accalmie entre mars et début juin. Le prix du pétrole a effacé en partie sa chute de fin 2015 ; les marchés actions mondiaux se sont globalement stabilisés sur la période. Dans ce cadre, l'environnement économique mondial reste difficile et fragilisé par des échéances politiques majeures à court et moyen terme aux Etats-Unis, en Italie, en France...

Aux États-Unis, le bilan du début d'année est très contrasté avec des chiffres de consommation en demi-teinte et des niveaux d'investissement orientés à la baisse. Le regain de croissance sur le second trimestre pourrait ouvrir la voie à une nouvelle hausse des taux directeurs au cours des prochains mois. Du côté des économies émergentes, le climat reste globalement dégradé depuis le début de l'année. La baisse du prix des matières premières a fortement affecté certains pays comme la Russie ou le Brésil. Ces derniers sont entrés en récession avec un regain d'inflation accentué par la dépréciation de leurs monnaies.

En zone euro, l'activité reste stable au premier semestre. Face aux risques sur la croissance et l'inflation, la BCE a une nouvelle fois renforcé son assouplissement monétaire en mars dernier : extension de son programme d'achat d'actifs (QE - Quantitative Easing) désormais ouvert sur de la dette privée, poursuite de la baisse de ses taux directeurs (avec notamment un taux de facilité de dépôt désormais fixé à -0,40 %) et une nouvelle opération de refinancement à long terme de l'économie au travers du crédit bancaire (TLTRO). La future sortie de l'Union Européenne du Royaume-Uni renforce, par ailleurs, très sensiblement les incertitudes qui pesaient déjà de manière persistante sur l'économie européenne. Si l'économie allemande reste pour sa part bien orientée et motrice en Europe, du fait de la vigueur de la consommation et d'un taux de chômage au plus bas outre Rhin, les économies espagnole et italienne demeurent encore très fragiles avec des mouvements de reprise incertains.

En France, la croissance est timide mais présente une tendance et des perspectives légèrement plus favorables au cours du premier semestre. La consommation des ménages a progressé en début d'année, soutenue par un accroissement du pouvoir d'achat et une inflation nulle. Les investissements des entreprises montrent quelques signes d'amélioration dans un contexte de taux bas et avec des mesures d'incitations fiscales en soutien de cette demande. Toutefois, de fortes fragilités demeurent avec en premier lieu un taux de chômage toujours élevé. Sa récente inflexion observée reste encore à consolider.

Dans un contexte difficile, le Groupe Crédit du Nord affiche une activité commerciale solide et des résultats financiers résilients

Le Groupe Crédit du Nord affiche des résultats en forte progression sur le premier semestre 2016, portés par une plus-value réalisée sur l'apport de ses titres VISA Europe dans le cadre de l'offre de VISA Inc. (110,4 M€). Le PNB consolidé est ainsi en croissance de +11,8 % à 1 098,7 M€ au 30 juin 2016. Les frais généraux restent contenus à -606,1 M€ (+0,2 %). Le coût du risque ressort pour sa part en diminution marquée à -62,4 M€, confirmant la tendance favorable du profil de risque du Groupe. Le résultat d'exploitation progresse de +46,0 % à 430,2 M€ conduisant à un résultat net part du Groupe consolidé de 327,8 M€ (+66,1 %).

Ces résultats favorables portent le ROE du Groupe Crédit du Nord à 22,4 % pour un ratio Common Equity Tier 1 (non phasé / Full Bâle 3) de 9,3 % au 30 juin 2016.

Le PNB du Groupe s'inscrit sur le semestre en retrait de -2,1 % après retraitement de la plus-value sur l'opération VISA, de la provision sur les encours PEL/CEL et des éléments non économiques (valorisation en juste valeur de ses passifs financiers, valorisation des produits dérivés - Credit Value Adjustment (CVA) - et Debit Value Adjustment (DVA)).

La marge nette d'intérêts retraitée de ces éléments s'inscrit en repli de -6,0 % malgré une forte progression des volumes de dépôts et de solides niveaux de productions de crédits sur l'ensemble des marchés du Groupe. La marge d'intérêts pâtit du poids d'un contexte durable de taux bas qui pèse sur les niveaux de marge d'exploitation.

Les commissions nettes sont en croissance de +3,7 % soutenues par la progression des commissions de services (+4,9 %). Cette dynamique est tirée par le bénéfice d'une forte conquête et par un effort marqué d'équipement de la clientèle et d'enrichissement de l'offre produits. La perception de commissions variables sur assurances au cours du premier semestre contribue également à cette dynamique. Les commissions financières sont stables sur le semestre, mettant en évidence un contexte de marché difficile et cela malgré une performance commerciale vigoureuse sur les relais de croissance du Groupe.

Le Crédit du Nord enregistre de belles performances sur ses relais de croissance

L'épargne financière est toujours dynamique sur le premier semestre 2016 (+10,7 % sur la collecte d'assurance vie notamment).

Dans un contexte plus contraint sur les marchés financiers, les conseillers du Groupe poursuivent la mobilisation sur l'Epargne Financière auprès de la clientèle cœur de cible, les « Bonne Gamme » et « Patrimoniaux ». Près de 22 000 contrats d'assurance vie Antarius Sélection et Antarius Duo ont été vendus. La production de Gestion Initiale a bénéficié d'une dynamique exceptionnelle, avec 4 200 contrats souscrits. Cette option lancée en 2015 permet aux clients « Bonne Gamme » et « Patrimoniaux » de bénéficier d'un pilotage de leurs avoirs.

L'activité de la Banque Privée poursuit son développement :

- avec plus de 3 300 clients à fin juin 2016 soit une progression de +17 % sur un an et une collecte nette de 522 M€ en augmentation de +132 % ;
- un PNB en progression de +26 % par rapport au 30 juin 2015.

L'activité de Change et Taux ressort en léger retrait (-4 % sur le PNB) par rapport à une année 2015 exceptionnelle.

S'agissant de **la distribution de produits d'assurance**, le premier semestre 2016 a été marqué

par une forte activité. Le lancement de l'Assurance des Accidents de la Vie en début d'année a remporté un franc succès avec près de 12 000 contrats vendus en 6 mois. Après deux années réussies, l'offre Multi Risque Habitation continue d'être portée par une vraie dynamique commerciale (près de 15 000 contrats vendus). Au final, les contrats de prévoyance, assurances dommages et assurances bancaires totalisent plus de 68 000 actes de ventes sur le 1^{er} semestre.

Le Crédit du Nord accélère ses projets de transition digitale et de dématérialisation visant à améliorer son efficacité commerciale et la satisfaction de ses clients

Le Crédit du Nord poursuit l'enrichissement de son poste de travail en agence avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services (lancement d'une nouvelle offre Assurance Accidents de la Vie et d'une offre de crédit « Etoile Etudes » à destination des étudiants).

Pionnier dans l'équipement de ses conseillers en solutions nomades, tous ses collaborateurs étant équipés de tablette, le Crédit du Nord continue également d'élargir les fonctionnalités réalisables à distance permettant ainsi de répondre toujours plus rapidement aux besoins des clients et prospects, simplement et avec un gain de temps significatif :

- depuis leur tablette, les conseillers professionnels peuvent non seulement présenter les différents produits financiers et services bancaires, réaliser des simulations, accéder aux solutions de visio conférence, mais également depuis ce premier semestre, réaliser l'ouverture d'un compte ou la souscription de produits avec signature électronique. La banque est ainsi apportée aux clients ;
- l'accès aux différents services de la Banque à Distance a été regroupé sous un numéro unique (34 50) offrant la possibilité aux clients qui le souhaitent de réaliser la plupart des opérations bancaires simples par téléphone avec un conseiller multimédia 6j/7 de 8 à 21h lorsque leur agence est fermée.
- l'ensemble des produits et services peuvent également être souscrits à distance ou par téléphone avec leur conseiller habituel en agence sans que les clients aient à se déplacer.

Afin de permettre à ses clients autonomes de réaliser par eux même leurs opérations, le Crédit du Nord a poursuivi la refonte de ses applications bancaires pour offrir les mêmes fonctionnalités sur tous les canaux (internet, smartphone et tablette) selon une présentation moderne, fluide et ergonomique. Ainsi, les services tels que la saisie des bénéficiaires, la réalisation d'un virement, la consultation des prélèvements à venir, des contrats d'assurance ou de prévoyance sont disponibles quel que soit le matériel ou le système d'exploitation (Android, iOS et Windows).

Deux nouvelles applications spécifiques sont également disponibles depuis cette année : l'appli pour montre connectée et l'appli Epargne Salariale.

Dans un souci de toujours garantir la confidentialité des échanges et d'accompagner ses clients dans la sécurisation de leur navigation, le Crédit du Nord met gratuitement à leur disposition un logiciel de sécurité (« Trusteer »).

Les clients, Particuliers ou Entreprises, sont de plus en plus nombreux à consulter leurs relevés de comptes en ligne.

Globalement, le digital fait aujourd'hui partie intégrante de la réponse à la promesse relationnelle faite aux clients du Groupe Crédit du Nord.

La généralisation des applications à destination de plusieurs profils, le passage à des versions toujours plus récentes et performantes des logiciels, l'augmentation des fonctionnalités disponibles et l'accessibilité au travers de plusieurs canaux à distance sont autant de preuves d'une volonté de toujours s'adapter aux attentes des clients tout en restant proche d'eux.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord comprend le périmètre des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui couvre la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions

relatives aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période.

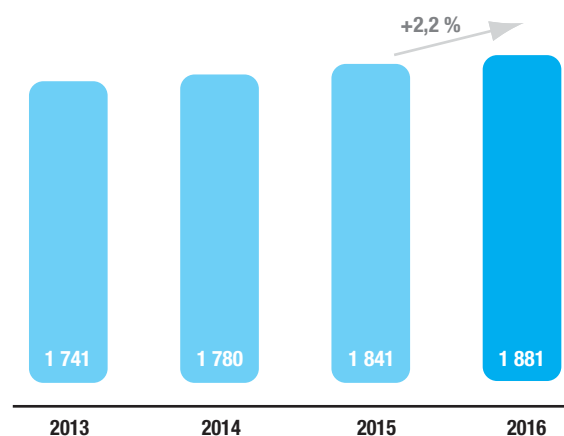
Poursuite du développement du fonds de commerce

Après une année historique de conquête de clients en 2015, la croissance du fonds de commerce actif de **Particuliers** s'est légèrement ralentie au 1^{er} semestre 2016, à **+2,2 % en rythme annuel**, avec plus de 65 800 nouveaux clients. Au 30 juin 2016, le fonds de commerce compte près de 1,9 million de clients Particuliers actifs.

Fonds de commerce de Particuliers

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



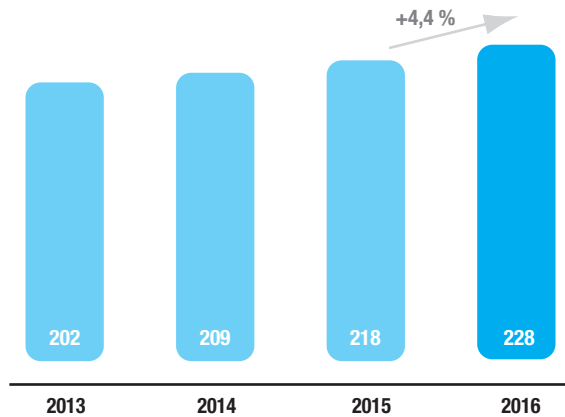
La progression du fonds de commerce au premier semestre 2016 bénéficie des efforts de conquête liés à la recommandation et aux synergies avec les marchés des Professionnels et des Entreprises.

La mise en place depuis quelques années d'une Liste des Contacts Prioritaires (LCP) continue à porter ses fruits en termes d'intensification de l'équipement de la clientèle : près de 48 % des clients sont équipés en 6 produits et plus. La LCP permet en effet aux conseillers de cibler leurs clients à contacter de façon plus pertinente en fonction d'événements de leur vie ou de scoring d'appétence.

Fonds de commerce de Professionnels

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



Le premier semestre 2016 est marqué par une forte dynamique sur le marché des Professionnels.

La clientèle de **Professionnels** progresse à un rythme soutenu. La dynamique d'entrées en relation, plus de 12 000 nouveaux professionnels, en progression de +2,4 % par rapport à 2015, s'accompagne d'une attention particulière sur la qualité des prospects ciblés : 45 % sont des entreprises créées depuis plus de 2 ans et, parmi les entrées en relation qualifiées, 22 % sont des Professions Libérales. Au final, la croissance du fonds de commerce actif enregistre une forte progression à +3,5 % (hors relation privée).

Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif de proximité du Crédit du Nord avec d'une part, une offre adaptée de produits et services et d'autre part, la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation.

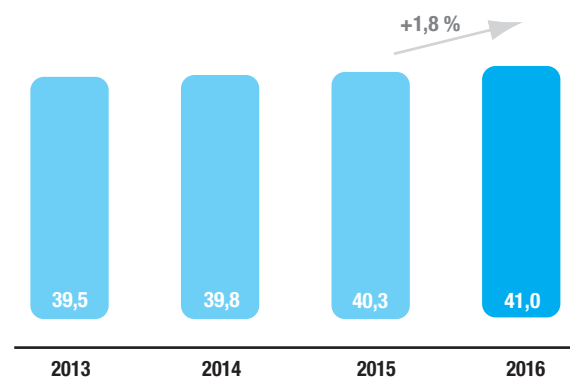
L'équipement de la clientèle de Professionnels est soutenu par le succès de l'offre packagée Convention Alliance, détenue par 75 % des clients. Par ailleurs, près de 47 % des clients sont en relation à la fois commerciale et privée. 42 % des clients professionnels sont équipés en 4 produits ou plus.

Le fonds de commerce actif des **Entreprises** est en hausse marquée de +1,8 %. Plus d'une entrée en relation sur quatre se fait sur des sociétés de plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires. Le nombre de clients en relation principale est en hausse de +3,2 % sur les Entreprises de moins de 7,5 M€ de chiffre d'affaires et de +3,7 % sur les Entreprises de plus de 7,5 M€.

Fonds de commerce d'Entreprises

(au 30 juin)

Nombre de sociétés (en milliers)



Lancement de nouveaux produits

De nouveaux produits et services ont été lancés en 2016 :

- sur le marché des Particuliers, la nouvelle « Assurance Accidents de la Vie » permet aux clients de bénéficier d'une couverture en cas d'accidents de la vie privée (accidents domestiques ou médicaux, catastrophes naturelles, agressions ...). Cette assurance peut couvrir toute la famille et s'adapte aux besoins du client selon deux formules, « Essentielle » et « Sérénité » ;
- sur le marché des Professionnels, le Crédit du Nord a signé un accord avec la plateforme « jedeclare.com » développée sous l'égide du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables afin de permettre l'échange dématérialisé des relevés de compte et des liasses fiscales des clients communs de la banque et de l'expert comptable ;
- sur le marché des Entreprises, une nouvelle application mobile a été lancée, disponible sur Apple Store et Google Play, permettant aux clients de gérer leurs comptes sur leurs smartphones et tablettes.

Baromètre de satisfaction

Les performances du Groupe sont également mesurées par des baromètres de satisfaction. En 2016, le baromètre concurrentiel réalisé par l'institut CSA⁽¹⁾ positionne le Crédit du Nord parmi les leaders en termes de satisfaction : il se positionne en seconde position sur ses trois marchés (Particuliers, Professionnels et Entreprises). La qualité du relationnel avec les conseillers et le personnel des agences est particulièrement mise en avant dans le cadre de ce baromètre.

(1) Baromètre concurrentiel de mesure de la satisfaction client réalisé par l'institut CSA auprès d'un échantillon représentatif de plus de 14 400 clients Particuliers, Professionnels et Entreprises des onze principales banques françaises.

Les encours d'épargne bilantielle demeurent toujours en très forte progression

Les encours d'épargne bilantielle ont progressé sur un an de +9,8 %, très largement tirés à la hausse par les encours de dépôts à vue.

Après deux années consécutives, 2014 et 2015, déjà marquées par une très forte collecte de dépôts à vue, la tendance se poursuit en 2016. En un an, les encours de dépôts à vue ont progressé de +8,3 % sur le marché des Particuliers. Sur les marchés des Professionnels et des Entreprises, ils s'inscrivent également en forte croissance à +14,4 %.

Au total, 3,6 Mds€ de dépôts bilantiels ont été collectés sur un an dont 2,3 Mds€ sur le seul premier semestre 2016. Ils bénéficient toujours d'un excédent de trésorerie important de notre clientèle dans un contexte de faible reprise économique.

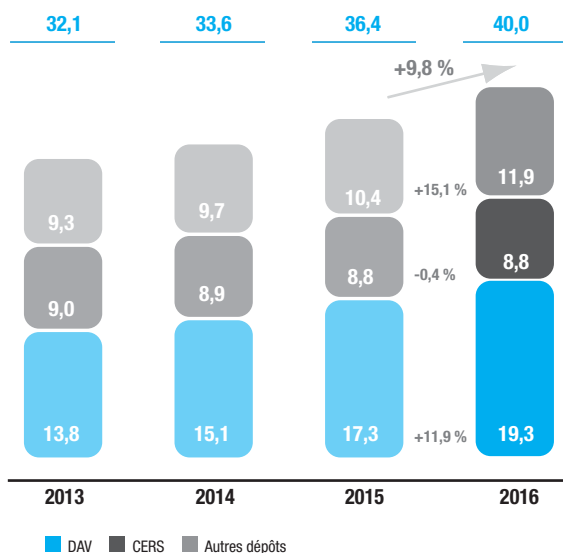
Les encours de CERS affichent une baisse modérée de -0,4 %. Les avoirs sur Livret A sont stables, ceux des Livrets de Développement Durable (LDD) et des Comptes Sur Livrets (CSL) de Particulier sont en léger repli, en raison d'arbitrages au profit des supports d'assurance vie qui drainent l'épargne des ménages. En revanche, la collecte d'Epargne Logement reste toujours bien orientée, avec un encours en progression de +4 % sur an.

S'agissant des clientèles commerciales, le CSL dédié aux Institutionnels et les Comptes à Terme (CAT) continuent à afficher des progressions remarquables de plus de +25 % sur un an, conduisant le volume d'épargne sur les CSL Institutionnels et les CAT à plus de 8 Mds€ à fin juin 2016, dont près de 1,2 Md€ collectés sur le premier semestre 2016.

Encours de dépôts bilantiels

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



En épargne hors bilan, une progression des encours d'assurance vie, un contexte plus délicat sur les SICAV-FCP

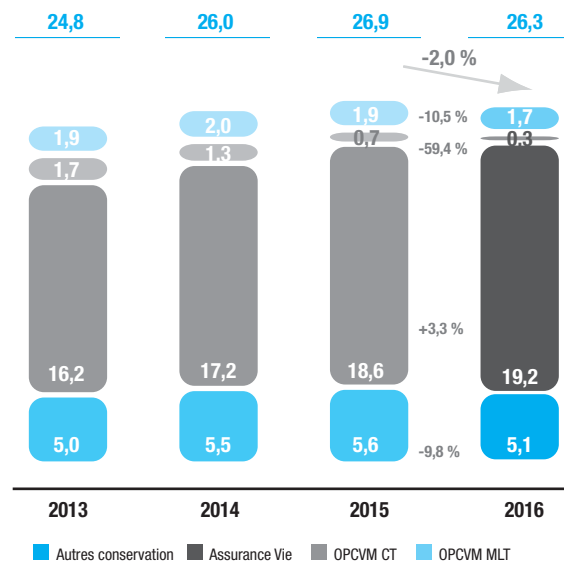
L'encours d'assurance vie poursuit sa progression au premier semestre 2016, à +3,3 % sur un an. La collecte brute reste très dynamique et atteint 1,5 Md€, soit +10,7 % par rapport à juin 2015. La collecte nette s'élève à 709 M€, en hausse de +6,5 %.

Dans un contexte boursier difficile, l'encours de SICAV-FCP à moyen et long terme est en baisse marquée au premier semestre de -10,5 %, à 1,7 Md€. L'encours de SICAV-FCP court terme poursuit sa chute, en repli de -59,4 % sur un an. Les rendements offerts par ces supports sont en effet fortement impactés par la faiblesse des taux monétaires.

Encours d'épargne hors bilan

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



Au total, l'encours d'épargne gérée (bilan et hors bilan) progresse de +4,8 %.

Après une année 2015 exceptionnelle, un premier semestre en retrait sur le crédit immobilier

Le premier semestre 2015 avait été marqué par un niveau record des productions de crédits immobiliers, favorisées par une vague sans précédent de rachats à la concurrence. Dans ce contexte particulier, la production des 6 premiers mois de 2016 s'affiche en repli de -18,3 % masquant une dynamique pourtant encore soutenue sur le semestre.

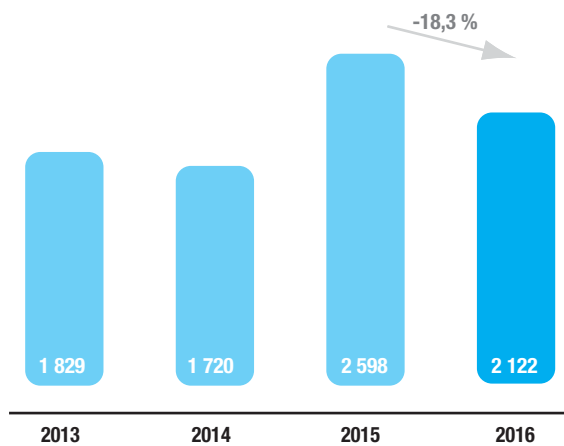
L'encours de crédits immobiliers reste ainsi toujours bien orienté, en progression de +5,7 % sur un an pour s'établir à 20,3 Mds€ à fin juin 2016.

Le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque pour ce qui concerne les montants d'apport personnel, les taux d'endettement et la commercialisation de crédits à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées très majoritairement inférieures à 20 ans.

Production de crédits à l'habitat

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



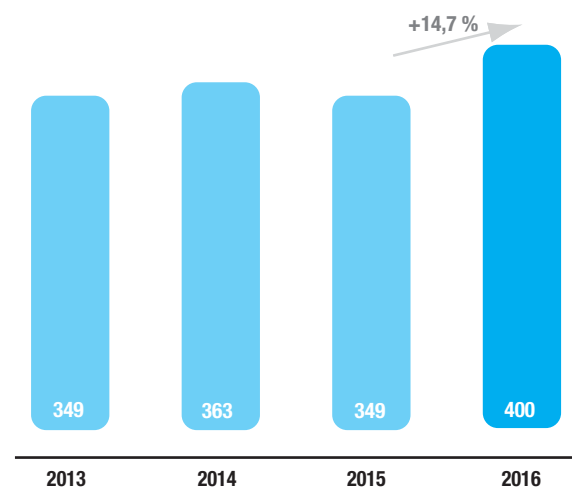
Un début d'année très dynamique sur le prêt à la consommation aux particuliers

La force de vente du Groupe s'est fortement mobilisée sur le crédit personnel sur ce premier semestre. La production est en hausse de +14,7 % et l'encours associé progresse de +2,4 %.

Production de prêts personnels

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

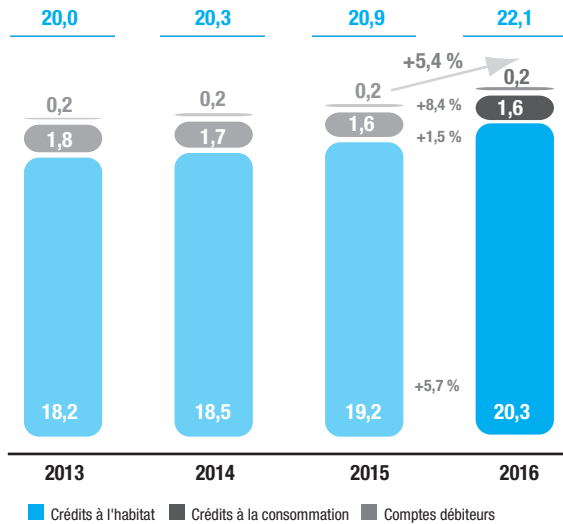


L'encours total de crédits aux Particuliers s'élève à 22 Mds€, en progression de +5,4 % sur 1 an.

Encours de crédits aux Particuliers

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



Le Crédit du Nord contribue au financement de l'économie, en témoigne la progression marquée de ses encours de crédits

Le Crédit du Nord participe activement au financement de l'économie et au développement des PME en France.

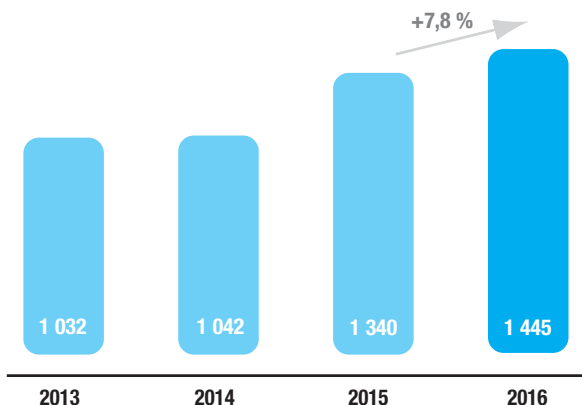
Le Crédit du Nord enregistre en effet une performance soutenue sur les crédits de financement aux PME avec plus de 1,8 Md€ décaissés au premier semestre, sous forme de crédits d'équipement ou en crédit-bail, en progression de 12,8 % par rapport au premier semestre 2015.

La seule production de crédits d'équipement est en progression de +7,8 %, avec une contribution marquée du marché des Entreprises.

Production de crédits d'équipement

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

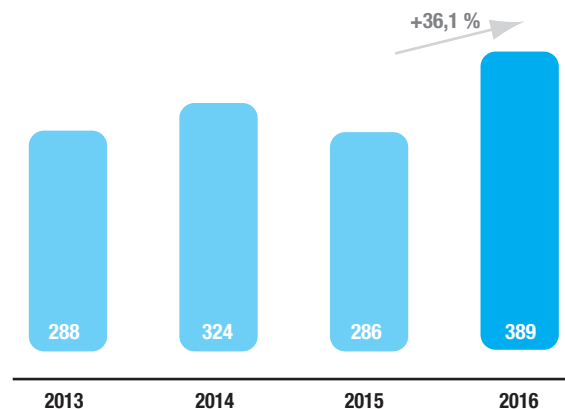


Le premier semestre 2016 a été particulièrement marqué par une activité dynamique de crédit-bail sur les marchés des Professionnels et des Entreprises. La production de crédit-bail affiche une forte hausse de +36,1 % par rapport à juin 2015, l'encours progresse de +3,2 %.

Production de crédit-bail mobilier

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

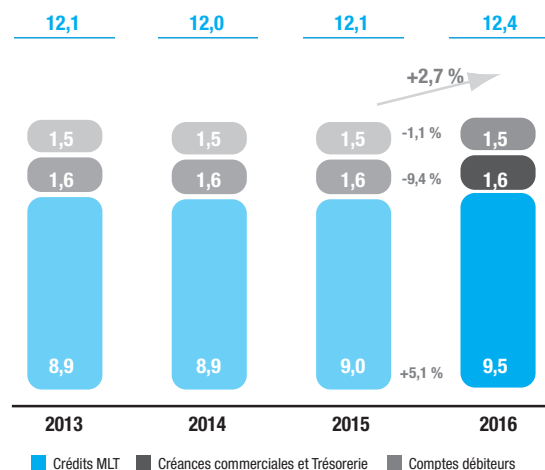


Les concours aux Entreprises s'élèvent au total à 12,4 Mds€, en progression de +2,7 % sur un an.

Encours de crédits aux Entreprises

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



Evolutions financières

Les éléments financiers ci-après présentent les données financières consolidées du Groupe Crédit du Nord conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

(en millions d'euros) (y compris variation de la provision PEL/CEL)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Intérêts nets et revenus divers	679,6	578,6	+17,5
Commissions nettes	419,1	404,2	+3,7
PNB	1 098,7	982,8	+11,8

Afin de présenter une approche économique de la performance financière, les éléments suivants sont retraités dans l'analyse des résultats du Groupe :

- la plus-value réalisée sur l'apport des titres VISA Europe dans le cadre de l'offre de VISA Inc. (+110,4 M€) ;
- les engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement (-1,2 M€ au 30 juin 2016) ;
- la valorisation en juste valeur des passifs financiers (+1,4 M€ au 30 juin 2016) ;
- la valorisation des produits dérivés - dite Credit Value Adjustment (CVA) - et la Debit Value Adjustment (DVA) (-1,1 M€ au 30 juin 2016).

Après retraitement de ces éléments, le PNB du Groupe s'inscrit en repli de -2,1 %.

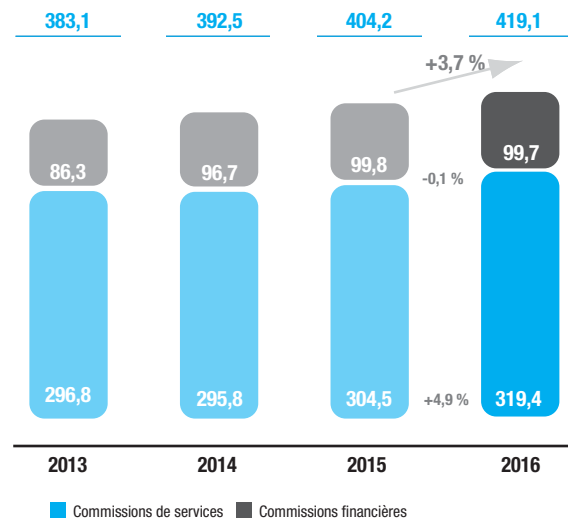
La marge nette d'intérêts retraitée de ces éléments s'inscrit en repli de -6,0 % malgré une forte progression des volumes de dépôts et de solides niveaux de productions de crédits sur l'ensemble des marchés du Groupe. La marge d'intérêts pâtit du poids d'un contexte durable de taux bas qui pèse sur les niveaux de marge d'exploitation.

Les commissions nettes consolidées sont en progression de +3,7 %. Les commissions de services s'inscrivent en hausse de +4,9 %. Cette évolution est tirée par la conquête dynamique observée en 2015, l'effort marqué d'équipements de notre clientèle et la perception de commissions variables sur assurances. Les commissions financières sont stables, conséquence d'un contexte de marché difficile et volatile.

Commissions nettes

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Les frais généraux

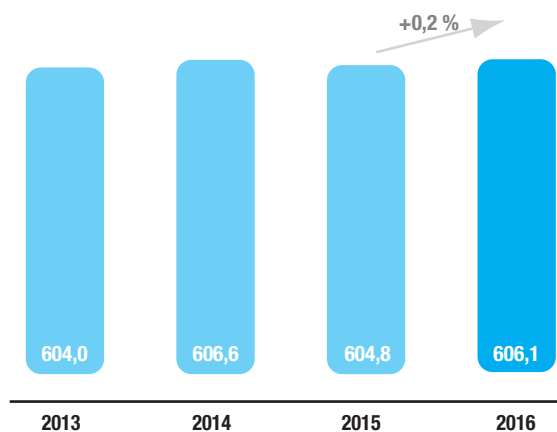
(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Charges de personnel	-341,3	-356,7	-4,3
Impôts et taxes	-28,9	-28,2	+2,4
Autres charges de fonctionnement	-201,9	-186,2	+8,5
Amortissements	-33,9	-33,7	+0,7
TOTAL FRAIS GENERAUX	-606,1	-604,8	+0,2

Les frais généraux sont en légère progression (+0,2 %) sur le 1^{er} semestre 2016. Les charges de personnel baissent de -4,3 % en raison d'une reprise de provisions sur passifs sociaux (+10,7 M€). Les impôts et taxes sont en hausse de +2,4 %, essentiellement en raison de l'augmentation de la contribution au Fonds de Résolution Unique. Enfin, les autres charges de fonctionnement affichent une progression de +8,5 %, tirée par la charge des investissements et coûts informatiques dans une période durant laquelle le Groupe Crédit du Nord adapte son outil pour répondre avec pertinence aux attentes de sa clientèle ainsi qu'au renforcement des exigences réglementaires.

Charges d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



A fin juin 2016, le Groupe compte 7 793 collaborateurs en activité. Les effectifs s'inscrivent ainsi en légère diminution de -0,3 %.

	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Effectif en activité proraté Groupe	7 793	7 820	-0,3

Le résultat brut d'exploitation

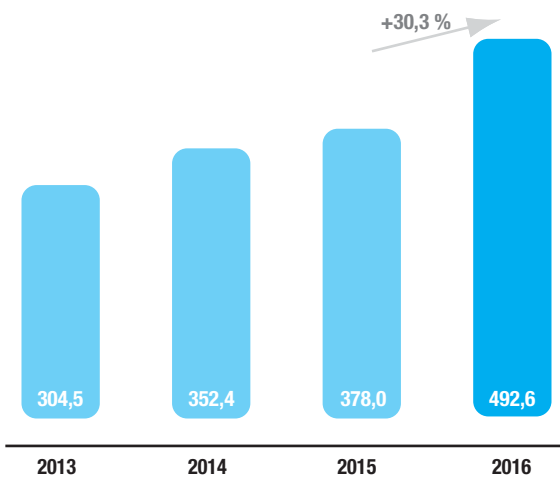
(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
PNB	1 098,7	982,8	+11,8
Frais généraux	-606,1	-604,8	+0,2
RBE	492,6	378,0	+30,3

Le RBE comptable s'établit à 492,6 M€ et ressort en hausse de +30,3 % par rapport à 2015. Retraité des éléments précités, le RBE s'inscrit alors en diminution de -5,6 %. Le coefficient d'exploitation comptable s'établit à 55,2 %. Retraité, il s'élève à 61,3 % contre 59,8 % en 2015, soit une hausse de 1,5 point.

Résultat brut d'exploitation

(au 30 juin)

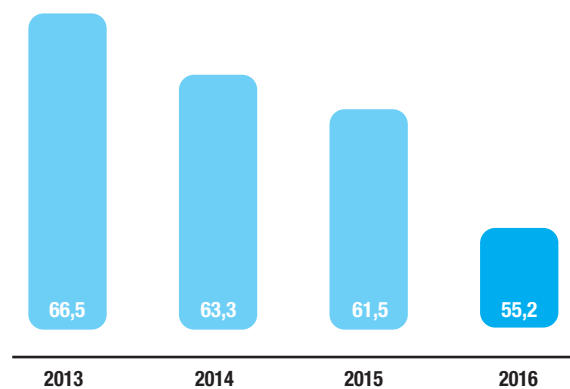
Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Coefficient d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)



Le coût du risque

	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Charge nette du risque	-62,4	-83,3	-25,1
Encours de crédits bruts	42 210,5	38 545,3	9,5
Coût du risque sur encours	0,28 %	0,43 %	-0,15 pt

La charge du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à -62,4 M€ au 30 juin 2016 contre -83,3 M€ au 30 juin 2015. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, le taux de coût du risque est de 0,28 % soit un recul de 15 points de base par rapport à la même période sur 2015.

Le coût net du risque, en baisse très sensible sur ce premier semestre, intègre un fort effet positif lié à la révision semestrielle des paramètres de provisionnement sur le marché retail.

En effet, sur les marchés du Particulier et du Professionnel la charge de risques du semestre est favorablement impactée par le « recalibrage » du modèle de provisionnement statistique qui traduit l'amélioration constatée, sur ces marchés, des courbes de recouvrement des créances en défaut sur les derniers trimestres d'observation. Cet impact technique retraité, les deux marchés Particuliers et Professionnels montrent néanmoins une diminution du risque entre ces périodes, avec un effet un peu plus accentué sur le marché du

Professionnel compte-tenu notamment du plan d'action spécifique engagé par la Banque sur ce marché.

Sur le marché de l'Entreprise, la charge de risques du premier semestre 2016, hors provision collective, est en légère diminution par rapport au premier semestre 2015 grâce, principalement, à de faibles dotations au premier trimestre.

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux, net des sûretés reçues, s'établit ainsi à 75,8 % dans la tendance des taux précédemment observés.

Les provisions collectives ont, par ailleurs, pesé sensiblement sur la charge de risque du semestre en liaison avec un accroissement des encours « sains sous surveillance » du marché Entreprise du fait, notamment, de quelques dossiers unitaires de montants significatifs. A contrario le premier semestre 2015 avait bénéficié d'une baisse d'assiette et donc d'une reprise de provision associée.

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	2 738,4	2 709,2	+1,1
Dépréciations sur créances individualisées	-1 426,7	-1 375,0	+3,8
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	6,5 %	7,0 %	-0,54 pt
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	3,2 %	3,6 %	-0,37 pt
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux	75,8 %	75,7 %	0,14 pt

(1) Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que des pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.

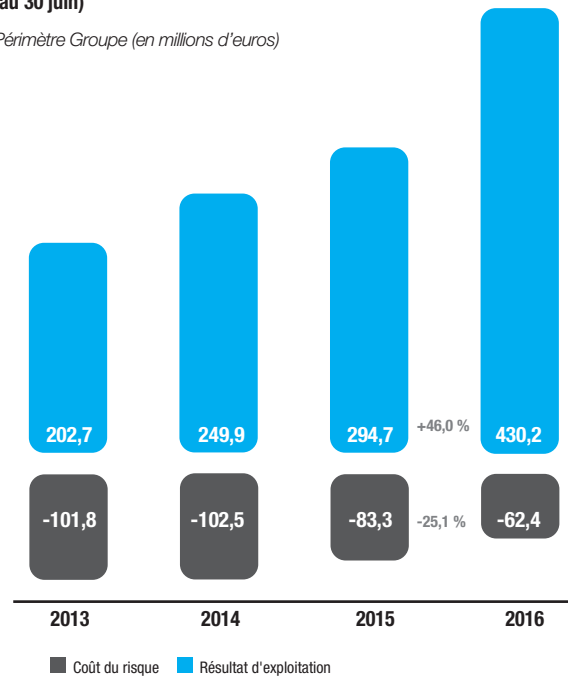
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord s'élève à 430,2 M€ en 2016, en hausse de +46,0 % par rapport à 2015. Retraité, le résultat d'exploitation ressort en baisse de -0,6 %.

Résultat d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe (en millions d'euros)



Le résultat courant avant IS

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
RBE	492,6	378,0	+30,3
Coût du risque	-62,4	-83,3	-25,1
RESULTAT D'EXPLOITATION	430,2	294,7	+46,0
Résultat en équivalence	15,9	13,7	+16,1
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,0	0,2	ns
RESULTAT COURANT AVANT IS	446,1	308,6	+44,6

Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Variation % 2016/2015
RESULTAT COURANT AVANT IS	446,1	308,6	+ 44,6
Impôt sur les sociétés	-118,3	-111,2	+ 6,4
RESULTAT NET PART DU GROUPE	327,8	197,4	+ 66,1

Au 30 juin 2016, le résultat net part du Groupe s'affiche à 327,8 M€, en hausse de +66,1 % par rapport à 2015.

Le résultat net part du Groupe retraité ressort en hausse de +3,1 %.

Perspectives d'avenir

Dans un environnement économique de taux bas persistant et malgré la politique accommodante de la Banque Centrale Européenne favorisant l'investissement des entreprises, les perspectives de croissance sur l'exercice 2016 de la zone euro ont été revues à la baisse suite aux conséquences du Brexit renforçant, par ailleurs, les fortes incertitudes pesant sur les économies européennes. Un cours du pétrole et un taux de change favorable devraient néanmoins rester des facteurs positifs pour la consommation au deuxième semestre 2016.

Dans un contexte marqué par l'ampleur des transformations qui s'opèrent dans le secteur bancaire (révolution digitale, contraintes réglementaires), le Crédit du Nord a engagé une démarche d'adaptation en profondeur de son modèle.

Les diverses initiatives qui en résultent, s'appuient sur les actions menées avec succès depuis plusieurs années, tout en les amplifiant et les intensifiant pour faire face aux nouveaux enjeux, notamment l'indispensable consolidation de ses expertises et la diffusion des nouvelles technologies auprès de ses clients.

Afin de continuer à figurer en bonne place dans le nouveau paysage bancaire, le Groupe Crédit du Nord a ainsi réaffirmé des ambitions fortes au travers de 4 engagements :

- rester l'**un des leaders en termes de satisfaction client** en délivrant les services attendus par ses clients au bon moment et selon les bonnes modalités ;
- poursuivre la **dynamique de développement de sa clientèle et de ses revenus**, en s'appuyant sur l'élan commercial des deux dernières années et sur l'activation réussie de ses relais de croissance (distribution de produits d'assurance prévoyance, Banque Privée, Corporate Finance ...) ;
- maintenir une **rentabilité attrayante** afin de pouvoir financer ses investissements et conserver la confiance de son actionnaire ;
- mener le **processus de transformation** du Groupe avec une série d'objectifs, qui concernent principalement l'évolution de son modèle relationnel (meilleure différenciation dans l'approche des différents segments de clientèle et adaptation de son dispositif d'exploitation).

3. Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Caisse et banques centrales		4 524,8	1 047,6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	110,7	121,4
Instruments dérivés de couverture		2 164,0	1 565,5
Actifs financiers disponibles à la vente	4	8 493,1	7 651,3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5	6 445,0	9 219,4
Prêts et créances sur la clientèle	6	36 151,4	35 491,8
Opérations de location-financement et assimilées		2 163,8	2 096,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		660,8	476,4
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		-	0,2
Actifs d'impôts		31,8	68,0
Autres actifs		214,5	192,5
Actifs non courants destinés à être cédés		0,3	0,3
Participations dans les entreprises mises en équivalence		294,6	278,7
Immobilisations corporelles et incorporelles		532,8	533,7
Ecarts d'acquisition	7	508,0	508,0
TOTAL		62 295,6	59 251,0

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3	2 850,0	2 635,8
Instruments dérivés de couverture		910,6	662,2
Dettes envers les établissements de crédit	8	6 606,1	7 156,9
Dettes envers la clientèle	9	38 008,9	35 475,4
Dettes représentées par un titre	10	7 023,1	6 841,1
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		2 030,3	1 396,5
Passifs d'impôts		337,3	485,4
Autres passifs		850,8	848,4
Provisions techniques des entreprises d'assurance		-	-
Provisions	11	227,6	223,6
Dettes subordonnées		530,6	582,6
TOTAL DETTES		59 375,3	56 307,9
Capital souscrit et réserves liées		1 065,2	1 068,5
Réserves consolidées		1 453,0	1 346,2
Résultat de l'exercice		327,8	388,0
Sous-total		2 846,0	2 802,7
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		74,2	140,2
Sous-total capitaux propres part du Groupe		2 920,2	2 942,9
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 920,3	2 943,0
TOTAL		62 295,6	59 251,0

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Intérêts et produits assimilés	12	807,5	1 620,3	858,7
Intérêts et charges assimilées	12	-259,3	-484,5	-295,3
Dividendes sur titres à revenu variable		0,6	3,2	1,6
Commissions (produits)	13	461,8	896,7	443,0
Commissions (charges)	13	-42,7	-80,8	-38,8
Résultat net des opérations financières		131,7	41,6	14,7
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	14	14,8	21,7	-6,8
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	15	116,9	19,9	21,5
Produits des autres activités		8,2	17,6	8,3
Charges des autres activités		-9,1	-21,4	-9,4
Produit net bancaire		1 098,7	1 992,7	982,8
Frais de personnel	16	-341,3	-711,7	-356,7
Autres frais administratifs		-230,9	-444,7	-214,4
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-33,9	-76,0	-33,7
Total frais généraux		-606,1	-1 232,4	-604,8
Résultat brut d'exploitation		492,6	760,3	378,0
Coût du risque	17	-62,4	-179,2	-83,3
Résultat d'exploitation		430,2	581,1	294,7
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		15,9	27,7	13,7
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-	0,2	0,2
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		446,1	609,0	308,6
Impôts sur les bénéfices	18	-118,3	-221,0	-111,2
Résultat net de l'ensemble consolidé		327,8	388,0	197,4
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE		327,8	388,0	197,4
Résultat par action ordinaire (en euros)		2,95	3,49	1,77
Résultat dilué par action ordinaire (en euros)		2,95	3,49	1,77
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	111 282 906	111 282 906

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Résultat net	327,8	388,0	197,4
Ecart de conversion	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	-65,5	75,2	-4,7
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	52,2	32,5	-78,6
<i>Reclassement en résultat ⁽¹⁾</i>	-117,7	42,7	73,9
Instruments dérivés de couverture	-0,1	-	-
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-0,1	-	-
<i>Reclassement en résultat</i>	-	-	-
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	0,1	0,5	1,0
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-0,5	1,2	1,4
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-66,0	76,9	-2,3
Ecarts actuariels sur avantages post-emploi	-10,9	16,8	10,0
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés en résultat	-	-	-
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	3,8	-5,8	-3,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-7,1	11,0	6,5
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-73,1	87,9	4,2
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	254,7	475,9	201,6
<i>Dont part du Groupe</i>	254,7	475,9	201,6
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	-	-	-

(1) Dont -83,5 millions d'euros liés à la cession des titres VISA Europe au 1^{er} semestre 2016 (Cf. Note 1).

Evolution des capitaux propres

(en millions d'euros)

	Capital et réserves liées			Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2015	890,3	171,7	-	1 062,0
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	1,7	-	1,7
Distribution S1 2015	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	1,7	-	1,7
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-
Autres variations	-	-0,3	-	-0,3
Résultat S1 2015	-	-	-	-
Sous-total	-	-0,3	-	-0,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015	890,3	173,1	-	1 063,4
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	2,1	-	2,1
Distribution S2 2015	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	2,1	-	2,1
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-
Autres variations	-	3,0	-	3,0
Résultat S2 2015	-	-	-	-
Sous-total	-	3,0	-	3,0
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2015	890,3	178,2	-	1 068,5
Affectation du résultat	-	0,5	-	0,5
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2016	890,3	178,7	-	1 069,0
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	0,8	-	0,8
Distribution S1 2016 ⁽¹⁾	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	0,8	-	0,8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽²⁾	-	-	-	-
Autres variations ⁽³⁾	-	-4,6	-	-4,6
Résultat S1 2016	-	-	-	-
Sous-total	-	-4,6	-	-4,6
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016	890,3	174,9	-	1 065,2

(1) Le montant des dividendes distribués au cours du 1er semestre 2016 par le Groupe s'élève à 278,2 millions d'euros.

(2) Les écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, nets d'impôts, sont transférés directement en Réserves Consolidées en fin d'exercice.

(3) Reclassement de l'impact IFRIC21 comptabilisé en 2015 vers les réserves consolidées (4,6 millions d'euros).

Au 30 juin 2016, le capital social de Crédit du Nord SA entièrement libéré s'élève à 890 263 248 euros et se compose de 111 282 906 actions de 8 euros de nominal.

Réserves consolidées	Résultat de l'exercice part du Groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)			Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres consolidés
		Qui seront reclassés ultérieurement en résultat		Total		Capital et réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total	
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture						
1 582,6	-	63,3	0,1	63,4	2 708,0	1,2	-1,1	0,1	2 708,1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1,7	-	-	-	1,7
-244,8	-	-	-	-	-244,8	-	-	-	-244,8
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-244,8	-	-	-	-	-243,1	-	-	-	-243,1
6,6	-	-3,0	-	-3,0	3,6	-	-	-	3,6
0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	197,4	-	-	-	197,4	-	-	-	197,4
6,9	197,4	-3,0	-	-3,0	201,0	-	-	-	201,0
-	-	0,7	-	0,7	0,7	-	-	-	0,7
-	-	0,7	-	0,7	0,7	-	-	-	0,7
1 344,7	197,4	61,0	0,1	61,1	2 666,6	1,2	-1,1	0,1	2 666,7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2,1	-	-	-	2,1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2,1	-	-	-	2,1
4,4	-	79,5	-	79,5	83,9	-	-	-	83,9
-2,9	-	-	-	-	0,1	-	-	-	0,1
-	190,6	-	-	-	190,6	-	-	-	190,6
1,5	190,6	79,5	-	79,5	274,6	-	-	-	274,6
-	-	-0,4	-	-0,4	-0,4	-	-	-	-0,4
-	-	-0,4	-	-0,4	0,5	-	-	-	-0,4
1 346,2	388,0	140,1	0,1	140,2	2 942,9	1,2	-1,1	0,1	2 943,0
387,5	-388,0	-	-	-	-	-	-	-	-
1 733,7	-	140,1	0,1	140,2	2 942,9	1,2	-1,1	0,1	2 943,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	0,8	-	-	-	0,8
-278,2	-	-	-	-	-278,2	-	-	-	-278,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-278,2	-	-	-	-	-277,4	-	-	-	-277,4
-7,1	-	-66,0	-0,1	-66,1	-73,2	-	-	-	-73,2
4,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	327,8	-	-	-	327,8	-	-	-	327,8
-2,5	327,8	-66,0	-0,1	-66,1	254,6	-	-	-	254,6
-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	0,1
-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	0,1
1 453,0	327,8	74,2	-	74,2	2 920,2	1,2	-1,1	0,1	2 920,3

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2015
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat net (I)	327,8	388,0	197,4
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	34,3	76,8	34,0
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	9,3	78,7	39,5
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-15,9	-27,7	-13,7
Variations des impôts différés	-5,2	3,2	-10,6
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-110,9	-6,7	-0,7
Variation des produits constatés d'avance	7,2	-4,6	7,1
Variation des charges constatées d'avance	-1,3	-0,1	-3,0
Variation des produits courus non encaissés	-8,8	22,4	23,0
Variation des charges courues non décaissées	26,3	-52,6	62,2
Autres mouvements	167,8	314,1	153,6
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	102,8	403,5	291,4
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	-14,8	-21,7	6,8
Opérations interbancaires	2 207,5	722,3	1 869,7
Opérations avec la clientèle	1 768,0	1 845,8	1 087,4
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-406,8	-2 060,3	-175,6
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-257,4	-208,7	-182,7
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (III)	3 296,5	277,4	2 605,6
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)	3 727,1	1 068,9	3 094,4
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	90,8	1,5	0,7
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-31,5	-64,0	-29,2
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	59,3	-62,5	-28,5
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-278,2	-244,8	-244,8
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-50,0	-100,0	-
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-328,2	-344,8	-244,8
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C) + (D)	3 458,2	661,6	2 821,1
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	1 047,9	369,8	369,8
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	175,7	192,2	192,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	4 525,8	1 047,9	3 252,7
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	156,0	175,7	130,4
VARIATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	3 458,2	661,6	2 821,1

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

4. Notes annexes aux états financiers consolidés

Ces comptes consolidés ont été examinés par le Conseil d'Administration en date du 28 juillet 2016.

Note 1	Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés	34	Note 10	Dettes représentées par un titre	48
Note 2	Evolution du périmètre de consolidation	37	Note 11	Dépréciations et provisions	48
Note 3	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	38	Note 12	Produits et charges d'intérêts	49
Note 4	Actifs financiers disponibles à la vente	41	Note 13	Produits et charges de commissions	50
Note 5	Prêts et créances sur les établissements de crédit	43	Note 14	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	51
Note 6	Prêts et créances sur la clientèle	44	Note 15	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	51
Note 7	Ecart d'acquisition	45	Note 16	Frais de personnel	52
Note 8	Dettes envers les établissements de crédit	46	Note 17	Coût du risque	53
Note 9	Dettes envers la clientèle	47	Note 18	Impôts sur les bénéfices	54

NOTE 1 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés**1. Introduction**

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2016, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financière du Groupe au cours du premier semestre 2016. Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2015.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Nouvelles normes applicables

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015, établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans les notes annexes aux états financiers consolidés de l'exercice 2015, complétés par les amendements suivants appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2016.

Amendements aux normes IFRS applicables à compter du 1^{er} janvier 2016

Normes ou interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union Européenne
Amendements à IAS 19 « Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel »	21 novembre 2013	17 décembre 2014
Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS	12 décembre 2013	17 décembre 2014
Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe »	6 mai 2014	24 novembre 2015
Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »	12 mai 2014	2 décembre 2015
Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS	25 septembre 2014	15 décembre 2015
Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »	18 décembre 2014	18 décembre 2015

L'application de ces amendements et améliorations n'a aucun effet significatif sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe.

Amendements à IAS 19 « Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel »

Ces amendements concernent les cotisations des salariés aux régimes à prestations définies. Leur objectif est de simplifier la comptabilisation de ces cotisations lorsqu'elles sont indépendantes du nombre d'années travaillées par les salariés.

Améliorations annuelles (2010-2012) et (2012-2014) des IFRS

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié une série d'amendements à des normes déjà existantes.

Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'intérêts dans une activité conjointe »

Ces amendements clarifient comment comptabiliser l'acquisition d'une participation dans une activité conjointe qui constitue une activité au sens d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Il convient alors d'appliquer, à hauteur de la quote-part acquise, les principes de la norme IFRS 3.

Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »

L'IASB confirme que l'utilisation de la méthode fondée sur les revenus pour calculer l'amortissement d'un actif n'est pas appropriée, sauf exception.

Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »

Par ces amendements, l'IASB encourage les entités à recourir à leur jugement professionnel quant au choix des informations à publier dans leurs états financiers. L'IASB précise le concept de la matérialité et la manière de l'appliquer pour éviter de publier des informations non matérielles pouvant nuire à la lisibilité des états financiers.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2016.

Normes ou interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers »	24 juillet 2014	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients »	28 mai 2014	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 16 « Contrats de location »	13 janvier 2016	1 ^{er} janvier 2019
Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes »	19 janvier 2016	1 ^{er} janvier 2017
Amendements à IAS 7 « Initiatives concernant les informations à fournir »	29 janvier 2016	1 ^{er} janvier 2017
Clarifications d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients »	12 avril 2016	1 ^{er} janvier 2018
Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »	20 juin 2016	1 ^{er} janvier 2018

IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 9 constitue une refonte de la norme IAS 39. IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Sous réserve de son adoption par l'Union européenne, la norme IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, en substitution des principes comptables actuellement appliqués pour la comptabilisation des instruments financiers.

Organisation du programme de mise en œuvre de la norme IFRS 9

Le Groupe a initié dès 2013 des travaux préliminaires pour appréhender les conséquences potentielles de la mise en œuvre de la future norme IFRS 9. Dès la

publication de cette dernière en juillet 2014, le Groupe a doté ses filières Risque et Finance d'une organisation spécifique pour conduire les travaux nécessaires à sa mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2018.

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a poursuivi la revue de ses portefeuilles d'actifs financiers pour déterminer leurs futurs classements et modes d'évaluation sous IFRS 9. Par ailleurs, les travaux de calibrage et de validation du cadre méthodologique définissant les règles d'appréciation de la dégradation du risque de crédit et de détermination des pertes attendues à un an et à maturité et intégrant la prise en compte d'une vision prospective sont en cours de finalisation.

Les études de cadrage pour l'adaptation des systèmes d'information et processus se poursuivent également et certains développements informatiques ont été entamés.

A ce stade du projet de mise en œuvre de la norme IFRS 9, les conséquences chiffrées de son application ne peuvent être raisonnablement estimées.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires des contrats avec les clients » et clarifications associées

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients. Il convient alors de respecter 5 étapes : identification du contrat conclu avec le client, identification des obligations de performance incluses dans le contrat, détermination du prix de transaction du contrat, allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance et reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Des amendements viennent, par ailleurs, apporter des clarifications sur sa mise en œuvre pour les points suivants : identification des obligations de prestations, distinction agent / principal, licences de propriété intellectuelle.

L'analyse des effets de cette norme sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe est en cours.

IFRS 16 « Contrats de location »

Cette nouvelle norme vient modifier la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers des preneurs. Les modalités d'identification d'un contrat de location ont été modifiées pour en distinguer le traitement comptable de celui applicable à un contrat de service. Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers ; dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette.

Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes »

Ces amendements viennent clarifier la comptabilisation des actifs d'impôts différés pour les pertes latentes sur les instruments de dettes évalués à la juste valeur.

Amendements à IAS 7 « Initiatives concernant les informations à fournir »

Ces amendements visent à améliorer les informations relatives à la variation de l'endettement lié aux opérations de financement, que cette variation provienne de mouvements de trésorerie ou non.

Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »

Ces amendements clarifient les méthodes de comptabilisation de certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions : modélisation des conditions de performance quel que soit le mode de règlement, impacts des prélèvements fiscaux sur les plans, traitement comptable des modifications de dénouement de plans.

3. Recours à des estimations et au jugement

Pour la préparation des comptes consolidés du Groupe, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat ou parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions enregistrées au passif du bilan, des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan et des écarts d'acquisition.

4. Rachat de VISA Europe par VISA Inc.

Après approbation par les autorités européennes compétentes, l'opération de rachat par Visa Inc. des actions non cotées de Visa Europe détenues par le Groupe et classées en Actifs financiers disponibles à la vente, conclue le 2 novembre 2015, s'est dénouée le 21 juin 2016. Les actions Visa Europe ont été cédées contre un règlement composé de trois éléments : un paiement immédiat en trésorerie, un paiement différé en trésorerie et une remise immédiate d'actions de préférence Visa Inc. Les actions de préférence Visa Inc seront convertibles en actions ordinaires dans

un délai de quatre à douze ans selon des modalités conditionnelles, elles ne sont pas cotées et leur cessibilité est restreinte. Pour valoriser les actions de préférence ainsi reçues, leur illiquidité et les incertitudes quant aux facteurs qui détermineront leur taux de conversion final en actions ordinaires Visa Inc. ont été pris en compte par le Groupe sur la base d'estimations et d'hypothèses similaires à celles utilisées pour valoriser les actions Visa Europe au 31 décembre 2015. Cette cession a ainsi donné lieu à l'enregistrement d'une plus-value de 110,4 millions d'euros dans les Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente (montant net part du Groupe après impôt : 105,8 millions d'euros).

NOTE 2 Evolution du périmètre de consolidation

Evolution du périmètre sur le 1^{er} semestre 2016

Le périmètre de consolidation comprend 23 sociétés au 30 juin 2016 :

- 21 sociétés intégrées globalement ;
- 2 sociétés mises en équivalence, dont une société co-entreprises et une entité sous influence notable.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les filiales (entités contrôlées par le Groupe), les partenariats (activités conjointes ou co-entreprises sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint) et les entreprises associées (entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable) dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, notamment au regard du total bilan et du résultat brut d'exploitation.

Aucune modification n'a été apportée au périmètre de consolidation sur le 1^{er} semestre 2016.

Evénements à venir

Le Groupe a dénoncé, le 25 février 2015, le protocole d'accord liant Aviva France et Crédit du Nord dans Antarius, compagnie d'assurance dédiée aux réseaux du Crédit du Nord, actuellement détenue conjointement par Aviva France et Crédit du Nord. Cette dénonciation conduit à l'exercice d'une option d'achat de la participation de 50 % d'Aviva France dans Antarius. A l'issue d'un délai de deux ans prévu par les accords, qui permettra d'assurer le transfert de la gestion opérationnelle de la compagnie vers Sogécap, Antarius sera détenue à 100 % par le Groupe Société Générale, conjointement par Sogécap et Crédit du Nord.

NOTE 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30/06/2016				31/12/2015			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Obligations et autres instruments de dettes	0,4	-	-	0,4	1,7	-	-	1,7
Actions et autres instruments de capitaux propres	6,5	-	-	6,5	5,4	-	-	5,4
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	6,9	-	-	6,9	7,1	-	-	7,1
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Obligations et autres instruments de dettes	-	-	3,8	3,8	-	-	1,5	1,5
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	-	3,8	3,8	-	-	1,5	1,5
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL								
	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	63,0	-	63,0	-	53,2	-	53,2
Instruments fermes	-	58,4	-	58,4	-	49,1	-	49,1
<i>Swaps</i>	-	58,4	-	58,4	-	49,1	-	49,1
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	4,6	-	4,6	-	4,1	-	4,1
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	4,6	-	4,6	-	4,1	-	4,1
Instruments de change	-	37,0	-	37,0	-	59,6	-	59,6
Instruments fermes	-	32,0	-	32,0	-	54,0	-	54,0
Instruments conditionnels	-	5,0	-	5,0	-	5,6	-	5,6
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	100,0	-	100,0	-	112,8	-	112,8
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	6,9	100,0	3,8	110,7	7,1	112,8	1,5	121,4

Mouvements sur les actifs financiers à la juste valeur par résultat dont la valorisation est basée sur des paramètres non observables (niveau 3)

(en millions d'euros)	Portefeuille de transaction			Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat			Instruments dérivés de transaction					Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	
	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Autres actifs financiers	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Autres actifs financiers	Instruments dérivés de taux d'intérêt	Instruments dérivés de change	Instruments dérivés sur actions et indices	Instruments dérivés sur matières premières	Dérivés de crédit		Autres instruments financiers à terme
Solde au 1^{er} janvier 2016	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5
Acquisitions	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5
Cessions / Remboursements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert vers Niveau 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert vers Niveau 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert depuis Niveau 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transfert depuis Niveau 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes de la période ⁽¹⁾	-	-	-	0,8	-	-	-	-	-	-	-	-	0,8
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE AU 30 JUIN 2016	-	-	-	3,8	-	-	-	-	-	-	-	-	3,8

(1) Les gains et pertes de la période sont inscrits dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2016				31/12/2015			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêt	-	58,0	-	58,0	-	51,9	-	51,9
Instruments fermes	-	56,5	-	56,5	-	50,4	-	50,4
<i>Swaps</i>	-	56,5	-	56,5	-	50,4	-	50,4
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	1,5	-	1,5	-	1,5	-	1,5
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	1,5	-	1,5	-	1,5	-	1,5
Instruments de change	-	30,7	-	30,7	-	37,2	-	37,2
Instruments fermes	-	25,2	-	25,2	-	30,9	-	30,9
Instruments conditionnels	-	5,5	-	5,5	-	6,3	-	6,3
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	88,7	-	88,7	-	89,1	-	89,1
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT ⁽¹⁾	-	2 761,3	-	2 761,3	-	2 546,7	-	2 546,7
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT ⁽²⁾	-	2 850,0	-	2 850,0	-	2 635,8	-	2 635,8

(1) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 1,4 millions d'euros au 30 juin 2016. Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du Groupe Crédit du Nord sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

(2) Dont titres donnés en pension livrée pour 658,9 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 361,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Montant remboursable à maturité des passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2016			31/12/2015		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	2 761,3	2 737,9	23,4	2 546,7	2 524,3	22,4

NOTE 4 Actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2016				31/12/2015			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement à l'aide de données non observables de marché (N3)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement à l'aide de données non observables de marché (N3)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)
(en millions d'euros)	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	4 392,7	-	-	4 392,7	3 841,0	-	-	3 841,0
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	32,3	-	-	-	17,7
<i>Dont dépréciations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	-	3 150,9	-	3 150,9	-	2 967,9	-	2 967,9
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	9,8	-	-	-	10,3
<i>Dont dépréciations</i>	-	-	-	-0,4	-	-	-	-0,4
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	701,1	-	11,1	712,2	501,6	-	20,0	521,6
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-0,3	-	-	-	-0,3
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	5 093,8	3 150,9	11,1	8 255,8	4 342,6	2 967,9	20,0	7 330,5
Titres actions détenus à long terme	-	-	237,3	237,3	-	-	320,8	320,8
<i>Dont créances rattachées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont pertes de valeur</i>	-	-	-	-4,6	-	-	-	-3,8
SOUS-TOTAL	-	-	237,3	237,3	-	-	320,8	320,8
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5 093,8	3 150,9	248,4	8 493,1	4 342,6	2 967,9	340,8	7 651,3
<i>Dont titres prêtés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2016	7 651,3
Acquisitions	2 422,9
Cessions / remboursements	-1 625,2
Reclassements et variations de périmètre	-
Gains et pertes sur variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres	30,4
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisées en résultat	-0,8
Variation des créances rattachées	14,1
Différences de change	0,4
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN 2016	8 493,1

Variation du stock d'actifs disponibles à la vente dont la valorisation est basée sur des paramètres non observables (Niveau 3)

<i>(en millions d'euros)</i>	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres instruments de dettes	Actions et autres instruments de capitaux propres	Titres et actions détenus à long terme	Total
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2016	-	-	20,0	320,8	340,8
Acquisitions	-	-	5,4	30,3	35,7
Cessions / remboursements	-	-	-14,3	-148,9	-163,2
Transferts vers Niveau 2	-	-	-	-	-
Transferts vers Niveau 1	-	-	-	-	-
Transferts depuis Niveau 1	-	-	-	-	-
Gains et pertes de la période comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	35,6	35,6
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-	-	-	-	-
<i>Dont : augmentation</i>	-	-	-	-	-
<i>reprise</i>	-	-	-	-	-
Pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisée en résultat	-	-	-	-0,8	-0,8
Variation des créances rattachées	-	-	-	-	-
Différences de change	-	-	-	0,3	0,3
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-
SOLDE DE CLOTURE AU 30 JUIN 2016	-	-	11,1	237,3	248,4

NOTE 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes à vue	428,1	422,8
Comptes et prêts au jour le jour et autres	73,1	1 003,6
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,1	0,1
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	501,3	1 426,5
Comptes et prêts à terme	4 863,4	6 706,6
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	966,8	966,0
Prêts subordonnés et titres participatifs	99,3	99,3
Créances rattachées	14,2	21,0
TOTAL DES CREANCES A TERME	5 943,7	7 792,9
TOTAL BRUT	6 445,0	9 219,4
DEPRECIATION	-	-
TOTAL NET	6 445,0	9 219,4
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	6 445,0	9 219,4

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2016 des créances sur les établissements de crédit, 3 826,7 millions d'euros correspondent à des opérations avec le Groupe Société Générale (6 695,5 millions d'euros au 31 décembre 2015).

(1) Ventilation de la juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit par niveau :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Niveau 1 Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs	-	-
Niveau 2 Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés	-	-
Niveau 3 Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés	6 445,0	9 219,4
TOTAL BRUT	6 445,0	9 219,4

NOTE 6 Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Créances commerciales	471,6	471,3
Autres concours à la clientèle	34 584,7	34 213,2
Crédits de trésorerie	4 666,8	4 646,0
Crédits à l'exportation	36,9	29,4
Crédits à l'équipement	6 867,0	6 673,5
Crédits à l'habitat	20 932,9	20 814,4
Autres crédits	2 081,1	2 050,0
Comptes ordinaires débiteurs	2 480,0	2 174,2
Créances rattachées	75,2	75,0
TOTAL BRUT ⁽¹⁾	37 611,5	36 933,7
Dépréciation sur créances individualisées	-1 344,7	-1 335,3
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-115,4	-106,6
DEPRECIATION	-1 460,1	-1 441,9
TOTAL NET	36 151,4	35 491,8
Titres reçus en pension livrée (y compris créances rattachées)	-	-
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	36 151,4	35 491,8
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle ⁽²⁾	37 133,5	36 298,9

(1) Au 30 juin 2016, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 2 549,0 millions d'euros contre 2 530,6 millions d'euros au 31 décembre 2015

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues est de 75,8 %.

Les sûretés prises en compte ne comprennent pas les sûretés sur encours de crédit-bail.

(2) Ventilation de la juste valeur des prêts et créances sur la clientèle par niveau :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Niveau 1 Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs	-	-
Niveau 2 Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés	-	-
Niveau 3 Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés	37 133,5	36 298,9
TOTAL BRUT	37 133,5	36 298,9

Répartition des autres concours à la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Clientèle non financière	34 563,2	34 197,8
Entreprises	13 620,0	13 475,1
Particuliers	19 580,4	19 375,6
Collectivités locales	14,5	13,6
Professions libérales	1 200,0	1 183,2
Gouvernements et Administrations Centrales	17,2	9,4
Autres	131,1	140,9
Clientèle financière	21,5	15,4
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE VENTILES	34 584,7	34 213,2
Créances rattachées	52,9	53,0
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	34 637,6	34 266,2

NOTE 7 Ecarts d'acquisition*(en millions d'euros)*

Valeur brute au 31/12/2015	508,0
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2016	508,0
Dépréciations au 31/12/2015	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2016	-
Valeur nette au 31/12/2015	508,0
VALEUR NETTE AU 30/06/2016	508,0

Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2016*(en millions d'euros)*

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2015	508,0

Le Groupe Crédit du Nord constitue une unique UGT et n'a pas constaté de dépréciation des écarts d'acquisition au 30 juin 2016.

NOTE 8 Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dépôts et comptes ordinaires	167,8	168,2
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	326,8	398,5
TOTAL DES DETTES A VUE	494,6	566,7
Emprunts et comptes à terme	6 080,9	6 550,0
Valeurs données en pension à terme	-	-
TOTAL DES DETTES A TERME	6 080,9	6 550,0
Dettes rattachées	10,1	11,3
Réévaluation des éléments couverts	20,5	28,9
Titres donnés en pension	-	-
TOTAL	6 606,1	7 156,9
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit ⁽¹⁾	6 606,1	7 156,9

Il faut noter par ailleurs qu'au 30 juin 2016 sur le total des dettes envers les établissements de crédit, 4 571,0 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale contre 5 080,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(1) Ventilation de la juste valeur des dettes envers les établissements de crédit par niveau :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Niveau 1 Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs	-	-
Niveau 2 Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés	6 606,1	7 156,9
Niveau 3 Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés	-	-
TOTAL BRUT	6 606,1	7 156,9

NOTE 9 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	9 947,1	9 483,6
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	2 415,0	2 420,9
Autres dépôts clientèle à vue	19 934,2	18 885,9
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	11 608,7	10 969,9
<i>Particuliers</i>	7 060,8	6 790,9
<i>Clientèle financière</i>	31,9	24,2
<i>Autres ⁽¹⁾</i>	1 232,8	1 100,9
Autres dépôts clientèle à terme	4 971,4	4 298,4
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	4 524,7	3 958,8
<i>Particuliers</i>	54,5	61,0
<i>Clientèle financière</i>	-	-
<i>Autres ⁽²⁾</i>	392,2	278,6
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension à la clientèle	655,5	361,9
Dettes rattachées	83,8	22,8
Dépôts de garantie	1,9	1,9
TOTAL	38 008,9	35 475,4
Juste valeur des dettes envers la clientèle ⁽³⁾	38 128,6	35 548,6

(1) Dont 226,9 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales au 30 juin 2016.

(2) Dont 56,9 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales au 30 juin 2016.

(3) Ventilation de la juste valeur des dettes envers la clientèle par niveau :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Niveau 1 Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs	-	-
Niveau 2 Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés	38 128,6	35 548,6
Niveau 3 Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés	-	-
TOTAL BRUT	38 128,6	35 548,6

NOTE 10 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Bons de caisse et bons d'épargne	2,2	2,6
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	6 675,6	6 244,2
Emprunts obligataires	335,0	574,9
Dettes rattachées	10,3	19,4
SOUS-TOTAL	7 023,1	6 841,1
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL	7 023,1	6 841,1
Dont montant des dettes à taux variable	6 364,3	6 147,4
Juste valeur des dettes représentées par un titre ⁽¹⁾	7 041,5	6 866,2

(1) Ventilation de la juste valeur des dettes envers la clientèle par niveau :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Niveau 1 Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs	-	-
Niveau 2 Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés	7 041,5	6 866,2
Niveau 3 Valorisation utilisant principalement des données non observables de marchés	-	-
TOTAL BRUT	7 041,5	6 866,2

NOTE 11 Dépréciations et provisions**Dépréciations d'actifs**

(en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2015	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2016
Etablissements de crédit	5	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	6	1 335,3	174,8	-132,6	-32,8	-	1 344,7
Créances de location financement et assimilées		85,8	35,6	-36,2	-2,6	-	82,6
Groupes d'actifs homogènes	6	107,7	13,1	-4,3	-	-	116,5
Actifs disponibles à la vente	4	4,5	0,8	-	-	-	5,3
Autres		2,2	0,2	-0,3	-	0,1	2,2
TOTAL DES DEPRECIATIONS		1 535,5	224,5	-173,4	-35,4	0,1	1 551,3

Provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2015	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Ecarts actuariels	Autres	Stock au 30/06/2016
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	21,8	5,9	-4,0	-	-	-	23,7
Provisions sur avantages au personnel ⁽¹⁾	118,0	5,5	-0,9	-14,7	10,9	0,2	119,0
Provisions fiscales	13,0	-	-	-	-	-	13,0
Autres provisions ⁽²⁾	70,8	4,6	-2,6	-2,1	-	1,1	71,8
TOTAL DES PROVISIONS	223,6	16,0	-7,5	-16,8	10,9	1,3	227,5

(1) Dont reprise utilisée 10,7 millions d'euros au 30 juin 2016 suite à la révision du régime de prévoyance retraités

(2) Dont :

- dotations nettes relatives au coût du risque pour 3,6 millions d'euros, comprenant essentiellement des dotations aux provisions pour litiges ;
- dotations nettes relatives aux provisions PEL/CEL pour 46,0 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 44,8 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 12 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Opérations avec les établissements de crédit	15,8	21,8	7,3
Opérations avec la clientèle	541,0	1 165,8	596,7
Opérations sur instruments financiers	218,8	363,0	219,0
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	27,9	57,9	28,8
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	-	-	-
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	190,9	305,1	190,2
Opérations de location-financement	31,9	69,7	35,7
<i>Location-financement immobilier</i>	9,9	20,2	9,9
<i>Location-financement mobilier</i>	22,0	49,5	25,8
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
TOTAL PRODUITS D'INTERETS	807,5	1 620,3	858,7
Opérations avec les établissements de crédit	-21,5	-28,1	-8,7
Opérations avec la clientèle	-76,9	-191,2	-112,0
Opérations sur instruments financiers	-160,9	-265,2	-174,6
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-19,2	-67,0	-39,5
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-8,1	-17,0	-8,6
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-133,6	-181,2	-126,5
Autres intérêts et charges assimilées	-	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERETS	-259,3	-484,5	-295,3
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	548,2	1 135,8	563,4
<i>Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés</i>	16,6	31,4	15,8

NOTE 13 Produits et charges de commissions

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	3,3	6,2	2,1
Opérations avec la clientèle	153,1	297,8	145,5
Opérations sur titres	7,3	13,3	6,9
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	0,9	2,1	1,1
Engagements de financement et de garantie	12,4	26,0	13,1
Prestations de services	284,8	551,3	274,3
Autres	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	461,8	896,7	443,0
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,1	-0,5	-0,3
Opérations sur titres	-1,6	-3,2	-2,1
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-0,1	-0,2	-0,2
Engagements de financement et de garantie	-0,7	-1,5	-0,3
Autres	-40,2	-75,4	-35,9
TOTAL DES CHARGES	-42,7	-80,8	-38,8

NOTE 14 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	0,3	0,5	0,3
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	0,8	0,4	0,1
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option ⁽¹⁾	-9,6	-7,1	-9,7
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction ⁽²⁾	12,7	14,0	4,9
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur ⁽²⁾	338,1	-210,5	-288,8
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	-341,9	196,6	271,9
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	14,4	27,8	14,5
TOTAL ⁽¹⁾	14,8	21,7	-6,8

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) Les effets du risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (Credit Value Adjustment - CVA) et du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debit Value Adjustment - DVA) s'élevaient respectivement à :

- -0,7 millions d'euros et -0,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 ;

- -1,7 millions d'euros et -13,3 millions d'euros en 2015 ;

- -3,7 millions d'euros et -11,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015.

L'effet CVA au titre du Groupe Société Générale s'élève à -0,2 millions d'euros et l'effet DVA à -0,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016.

NOTE 15 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	4,5	20,9	20,9
Moins-value de cession	-	-1,2	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-
Participation aux bénéfices différée ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	-	-	-
SOUS-TOTAL	4,5	19,7	20,9
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	113,2	2,6	1,4
Moins-value de cession	-	-0,6	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-0,8	-1,8	-0,8
SOUS-TOTAL	112,4	0,2	0,6
TOTAL	116,9	19,9	21,5

(1) Dont 105,8 M EUR sur la cession des titres Visa Europe au 1^{er} semestre 2016 (cf. Note 1).

NOTE 16 Frais de personnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Rémunérations du personnel	-204,4	-413,9	-207,2
Charges sociales et fiscales ⁽¹⁾	-72,4	-168,0	-84,5
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	-32,3	-64,1	-32,1
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-1,7	-3,7	-1,4
Participation, intéressement et abondement	-30,5	-62,0	-31,5
TOTAL	-341,3	-711,7	-356,7
<i>Dont charges nettes au titres des plans d'avantages en actions</i>	<i>-2,0</i>	<i>-4,3</i>	<i>-0,9</i>

(1) Dont une reprise de 10,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 suite à la révision du régime de prévoyance retraités.

Plan d'attribution gratuite d'actions

Le nouveau plan offert aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2016 est brièvement décrit ci-dessous :

Emetteur : Société Générale	2016
Type de plan	Attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	18/05/2016
Décision du Conseil d'Administration	18/05/2016
Nombre d'actions attribuées	95 972
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	18/05/2016 - 29/03/2019
Conditions de performance ⁽¹⁾	oui
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	34,02
Actions perdues au 30 juin 2016	-
Actions restantes au 30 juin 2016	95 972
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2016	95 972
Cours des actions réservées (en euros)	52,21
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	63,34
Première date de cession	29/03/2019
Période d'interdiction de cession	Aucune
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	87 %
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Pour l'ensemble du Groupe, les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Société Générale.

NOTE 17 Coût du risque

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
RISQUE DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation ⁽¹⁾	-52,5	-144,8	-61,5
Pertes non couvertes par des provisions	-7,0	-34,1	-22,7
Récupérations sur créances amorties	1,8	3,6	1,8
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	-3,6	-2,7	-0,2
Pertes non couvertes par des provisions	-1,1	-1,2	-0,7
TOTAL	-62,4	-179,2	-83,3

(1) Dont impact lié au recalibrage au cours du 1^{er} semestre 2016, du modèle de provisionnement statistique sur le marché retail.

NOTE 18 Impôts sur les bénéfices

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Charge fiscale courante	-123,5	-217,8	-121,8
Charge fiscale différée	5,2	-3,2	10,6
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOT ⁽¹⁾	-118,3	-221,0	-111,2

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2016	2015	1 ^{er} semestre 2015
Résultat avant impôts et hors résultats des sociétés mises en équivalence	430,2	581,2	294,9
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Différences permanentes	5,87 %	3,69 %	3,45 %
Différentiel sur titres exonérés ou imposés à taux réduit	-12,64 %	-0,06 %	-0,13 %
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,01 %	-0,04 %	-0,03 %
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	-0,15 %	-	-
Taux effectif Groupe	27,50 %	38,02 %	37,72 %

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. S'y ajoute une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000. Pour les exercices 2013, 2014 et 2015, une Contribution Exceptionnelle de 10,7 % y était également ajoutée pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. Cette contribution ne s'applique plus à partir de l'exercice 2016.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 12 % du montant de la plus-value brute depuis la Loi de Finances 2013.

En outre, jusqu'à l'exercice 2015, les dividendes reçus dans le cadre du régime mères et filiales étaient exonérés

sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5 %. Suite à un changement de législation fiscale s'appliquant à partir de l'exercice 2016, la quote-part de frais et charges est de :

- 1 % dans le cas d'une filiale intégrée au Groupe d'intégration fiscale (cette quote-part ne peut plus être neutralisée au niveau du Groupe d'intégration fiscale) ;
- 5 % dans le cas d'une filiale non intégrée au Groupe d'intégration fiscale.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 4,13 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 août 2016

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
José-Luis GARCIA



ERNST & YOUNG et Autres
Vincent ROTY



6

Ratio de solvabilité Informations au titre du Pilier 3

Le ratio de solvabilité Bâle 3 s'établit à 11,7 % au 30 juin 2016 (avec un ratio Core Tier 1 Bâle 3 de 9,3 %).

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à fin juin 2016 à 2 920,3 millions d'euros (à comparer à 2 943,0 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Après prise en compte des déductions prudentielles, les fonds propres prudentiels Core Tier 1 Bâle 3 s'élèvent à 1 642,3 millions d'euros et les encours pondérés Bâle 3 à 17 637,6 millions d'euros

Par nature de risques, les encours pondérés s'analysent comme suit :

- les risques de crédit (16 505,8 millions d'euros) représentent 93,6 % des encours pondérés au 30 juin 2016 ;
- les risques de marché (101,2 millions d'euros) représentent 0,6 % des encours pondérés au 30 juin 2016 ;
- les risques opérationnels (1 030,6 millions d'euros) représentent 5,8 % des encours pondérés au 30 juin 2016.

Fonds propres prudentiels, encours pondérés et ratios de solvabilité

(en millions d'euros)	30/06/2016 Bâle 3	31/12/2015 Bâle 3
Capitaux propres consolidés, part du Groupe (normes IFRS)	2 920,3	2 943,0
Participations ne donnant pas le contrôle, après estimation des dividendes prévisionnels	-	-
Immobilisations incorporelles	-154,7	-154,3
Ecart d'acquisition	-508,0	-508,0
Dividendes théoriques	-327,8	-278,0
Autres ajustements réglementaires	-287,5	-323,6
TOTAL DES FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1	1 642,3	1 679,1
Déductions Bâle 3	-	-
Fonds propres additionnels de catégorie 1	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1	1 642,3	1 679,1
Fonds propres de catégorie 2	426,9	439,3
Déductions Bâle 3	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 2	426,9	439,3
TOTAL DES FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES (TIER 1 + TIER 2)	2 069,2	2 118,4
Encours pondérés au titre du risque de crédit	16 505,8	16 267,1
Encours pondérés au titre du risque de marché	101,2	104,9
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	1 030,6	1 015,5
TOTAL DES ENCOURS PONDERES	17 637,6	17 387,5
RATIOS DE SOLVABILITE		
RATIO CORE TIER 1	9,3 %	9,7 %
RATIO TIER 1	9,3 %	9,7 %
RATIO GLOBAL DE SOLVABILITE	11,7 %	12,2 %

Ratio de Levier

Le Groupe Crédit du Nord calcule son effet de levier selon le référentiel du ratio de levier tel que défini par le Comité de Bâle en janvier 2014. Ces règles ont été transposées dans la réglementation européenne (CRR modifié par l'acte délégué du 10 octobre 2014).

Le pilotage du ratio de levier vise à la fois à calibrer le montant de fonds propres « Tier 1 » (numérateur du ratio) et à encadrer l'exposition levier du Groupe (dénominateur du ratio).

Le niveau minimum évoqué par les recommandations du comité de Bâle est de 3 %.

Le ratio de levier est en phase d'observation pour déterminer les exigences minimales. Lorsqu'elles seront fixées, l'objectif du Groupe sera ajusté tant que de besoin. Au 30 juin 2016, le ratio de levier du Groupe Crédit du Nord s'établissait à 2,5 %

Synthèse du ratio de levier et passage du bilan comptable sur périmètre prudentiel à l'exposition levier

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Fonds Propres Tier 1	1 642,3	1 679,1
Total bilan prudentiel actif	58 771,3	56 328,1
Ajustements au titre des actifs fiduciaires inscrits au bilan mais exclus de l'exposition de levier	-	-
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	2 668,9	2 059,9
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres	-	-
Exposition hors bilan (engagements de financement et garanties financières)	5 469,4	5 231,2
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles Fonds Propres Tier 1)	-793,2	-773,7
Exposition Levier	66 116,3	62 845,6
Ratio de levier CRR non phasé	2,5 %	2,7 %

7

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	245	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	245	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	-
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA*	11-12
4. Facteurs de risque	28 à 35 ; 82 à 94 ; 211-212	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	208	9
5.2. Investissements	26 ; 108-109	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	16 à 20	15 à 19
6.2. Principaux marchés	103	44
6.3. Événements exceptionnels	NA*	-
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	211	-
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	NA*	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	11	9
7.2. Liste des filiales importantes	11 ; 77-78 ; 182-183	9
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	108-109	-
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	213 à 242	-

* NA : Non applicable

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	21 à 25	20 à 24
9.2. Résultat d'exploitation	21 à 25	20 à 24
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	42 à 47	26 à 31
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	48	32
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	102 ; 111 ; 113 ; 120	43 ; 46 ; 48
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	NA*	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	NA*	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	NA*	-
12. Informations sur les tendances	26	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	NA*	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	6
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	185 à 189	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	190 à 199	-
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	131-132	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 185 à 188	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA*	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 27-28 ; 190 à 192 ; 195	8
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	28	-
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	22 ; 128 ; 175 ; 214	21
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	193 à 198	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	210	-

* NA : Non applicable

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	210	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus visés	210	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	210	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA*	-
19. Opérations avec des apparentés	131-132 ; 162 ; 202 à 204	-
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	42 à 136 ; 145 à 184	-
20.2. Informations financières pro forma	NA*	-
20.3. Etats financiers	42 à 136 ; 145 à 184	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	137-138 ; 200-201	-
20.5. Date des dernières informations financières	42 ; 145	26
20.6. Informations financières intermédiaires	NA*	26 à 54
20.7. Politique de distribution des dividendes	210	30-31
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	211	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA*	-
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	208 ; 210	-
21.2. Acte constitutif et statuts	208-209	-
22. Contrats importants	NA*	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	NA*	-
24. Documents accessibles au public	209	-
25. Informations sur les participations	11 ; 76 à 78 ; 182-183	9

* NA : Non applicable

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2016	26 à 54
Rapport semestriel d'activité	11 à 25
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Attestation du Responsable du document	4
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2016	55

Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 avril 2016 sous le n° D. 16-0344.



La présente actualisation du Document de Référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 26 août 2016 sous le numéro D.16-0344-A01. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'information visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

Banque
Courtois 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

Banque
Nuger 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 